

Commission vie sociale :

étude sur les « conséquences sociales de la crise sanitaire »

Synthèse des entretiens réalisés avec les Acteurs de l'Emploi du territoire

3 structures de l'emploi du territoire ont pu être interrogées par la commission vie sociale du Conseil de Développement entre décembre 2020 et octobre 2021. Voici une liste et quelques éléments rapides de présentation des structures interrogées :

Structure	Actions	Modalités de rdv
Mission locale Pays d'Ancenis	Accompagnement de 16-25 ans résidant sur le Pays d'Ancenis qui sont sortis du système scolaire, sur l'accès à l'emploi/leur projet professionnel, l'accès à la formation, mais aussi l'accès aux droits (qui inclut la santé, le social, la mobilité...).	Audition en commission vie sociale par visio-conférence (échange avec l'ensemble des membres de la commission) et compléments par mail
Pôle Emploi Pays d'Ancenis	Accompagnement de demandeurs d'emploi	RDV avec un binôme de membres de la commission
Unité Emploi de la délégation d'Ancenis du Conseil Départemental	Accompagnement d'une partie des personnes au RSA (revenu de solidarité active) du Pays d'Ancenis	RDV avec un binôme de membres de la commission

Pendant les confinements

Modalités de fonctionnement

Une continuité de service auprès des usagers a été assurée. Les agents ont été placés en télétravail (à 100 % ou partiellement), une des structures note que cela a toutefois pu entraîner de l'isolement et modifier le management. Les relations avec les partenaires ont été assurées par visio et par téléphone. Les outils numériques ont été développés, notamment à la Mission Locale, avec un e-salon qui a remplacé du job dating, l'utilisation des réseaux sociaux etc. Toutefois ces structures ont noté qu'une partie de leurs usagers étaient mal équipés ou pas à l'aise avec les outils numériques ; dès que cela a été possible (entre les confinements et pendant les 2^e et 3^e confinements qui étaient moins strictes) des rdv individuels en présentiel et décentralisés sur le territoire ont été à nouveau organisés. Plus que le numérique, c'est le téléphone (appels voire SMS notamment pour le public jeune) qui a été utilisé pour garder un lien individuel avec les personnes accompagnées. En revanche, tous les ateliers collectifs ont été interrompus sur une longue période.

Impacts actuels de la crise

Sur le plan du maintien dans l'emploi / du nombre de personnes suivies

L'activité de certains secteurs a été maintenue, notamment dans le maraichage et la grande distribution, ce qui a permis de maintenir des personnes dans l'emploi.

En revanche, il y a eu une chute du nombre d'offres d'intérim en Pays d'Ancenis suite au 1^{er} confinement (80 offres publiés chaque mois en 2nd trimestre 2020 contre 450 en mars 2020), notamment dans le secteur industriel. Trouver un apprentissage ou un stage était également compliqué (a fortiori dans des secteurs très impactés par la crise sanitaire comme la vente hors produits de 1^{ère} nécessité).

Pôle Emploi note que le taux de chômage en Pays d'Ancenis est passé de 5% à 5,8 % entre avant et après la crise, avec notamment une hausse importante au 3^e trimestre 2020 (en lien avec la chute du nombre d'emplois proposés en intérim). Mais cela s'est suivi d'une baisse (en lien avec la reprise de l'intérim).

Suite au 1^{er} confinement, le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de 5 % sur le territoire. Mais en juin 2021 la situation était revenue au niveau d'avant la crise sanitaire.

Au niveau de la Mission Locale du Pays d'Ancenis, le nombre de jeunes accompagnés en octobre 2020 était comparable à celui d'octobre 2019 (941 jeunes accompagnés dont 431 nouveaux), il n'y a pas eu de hausse dans un premier temps. Il y a eu moins d'accueil de nouveaux pendant le premier confinement mais cette baisse a été compensée par une hausse de l'accueil de nouveaux dès le déconfinement (soit des jeunes qui avaient reporté leur inscription, soit des jeunes pour qui le premier confinement a été un détonateur les amenant à revoir leur projet et reprendre une formation). La Mission Locale n'a pas accueilli spécialement plus de décrocheurs en septembre 2020 (les lycéens avec lesquels les établissements avaient perdu contact pendant le 1^{er} confinement sont bien revenus à la rentrée de septembre).

Toutefois la Mission Locale est restée en veille pour ces lycéens, mais aussi pour les jeunes en études supérieures à Nantes ou Angers et originaires du Pays d'Ancenis car ils risquaient de décrocher et de revenir sur le territoire du fait de difficultés à suivre leurs études en distanciel, perte de sens, lacunes scolaires accumulées au fil de la crise, perte de leur job étudiant à temps partiel... Au final, le nombre de décrocheurs accueillis par la Mission Locale était fin 2020 en augmentation de 28% par rapport à l'année civile 2019.

Plan matériel

Les droits au RSA ont été maintenus par la CAF, ce qui a permis de ne pas aggraver la situation des personnes en cours de réinsertion. De même les droits au chômage ont été prolongés de fin mars 2020 au 30 juin 2021. En revanche, la Mission Locale a constaté une réelle hausse du nombre de jeunes en difficulté financière, notamment du fait de la baisse de l'emploi en intérim, surtout depuis le 2^e confinement (certains jeunes ayant épuisé leurs économies pendant le 1^{er} confinement). Des rallonges budgétaires ont été demandées car les budgets prévus étaient insuffisants face à la hausse des demandes d'aides.

Plan psychologique

Pôle Emploi n'a pas observé d'aggravation de l'état psychologique des personnes accompagnées (notamment : pas de hausse du nombre de recours au psychologue du travail attaché à l'agence).

L'Unité Emploi souligne qu'au cours des différents confinements, la plupart des personnes suivies sont restées en contact étroit avec les services de l'Unité Emploi et sont revenues en masse à chaque déconfinement. Elle note toutefois que quelques personnes se sont isolées, ont manqué des rdv avec la structure, ont perdu confiance en elles (par exemple découragement de personnes qui avaient suivies une préparation à l'emploi et ne parvenaient pas à trouver des missions d'intérim) ou bien n'ont pas souhaité reprendre contact par méfiance sanitaire. L'Unité Emploi a remarqué des reprises ou augmentations de consommations de substances nocives. La structure n'a pas eu connaissance d'une éventuelle hausse des violences familiales mais note que le nombre de femmes isolées est en hausse.

La Mission Locale a noté que les confinements ont suscité de la morosité/des inquiétudes chez certains jeunes accompagnés, mais que les jeunes n'étaient pas plus touchés que la moyenne de la population. De plus, cette

morosité ne s'est aucunement traduite par de la démobilisation: il a été plus difficile pour les jeunes accompagnés de se projeter dans le temps (en particulier certains jeunes ont été bloqués du fait de l'arrêt des cours et examens du passage du permis de conduire), mais ce n'est pas pour autant qu'ils n'avaient plus de projets. Pour certaines jeunes les tensions familiales ont été accrues par les confinements (du fait de la promiscuité etc.), mais à l'inverse d'autres jeunes ont ressenti moins de pression familiale (leur situation n'étant plus vue comme étant « de leur faute » mais comme étant « de la faute de la crise »). Certains jeunes souffraient de la pression sociale liée au fait de ne pas avoir d'emploi ou de formation et se sont retrouvés dans une situation partagée par une plus grande partie de la population donc ils étaient plus apaisés.

Mois à venir

Impacts à venir de la crise

Pôle Emploi est optimiste : beaucoup de demandeurs d'emploi du Pays d'Ancenis (y compris parmi ceux les « moins employables ») devraient pouvoir retrouver un emploi à la sortie de la crise. En effet, le nombre d'offres d'intérim en Pays d'Ancenis est similaire voire supérieur à l'avant-crise (550 offres en mai 2021 contre 450 en mars 2020) et l'étude BMO 2021 (Besoins de Main d'Œuvre) annonce un nombre d'offres supérieur à celui de début 2020. Les entreprises du Pays d'Ancenis vont donc à connaître nouveau des difficultés de recrutement (d'autant que beaucoup de personnes qui travaillaient comme salariés ou saisonniers en hôtellerie-restauration ont profité de la crise sanitaire pour se reconvertir).

L'Unité Emploi note aussi que le nombre de personnes au RSA en Pays d'Ancenis est de retour à un niveau similaire à l'avant crise sanitaire.

En revanche, il semblerait qu'en septembre 2021 les créneaux d'accueil psychologique proposés 2 matinées par mois aux jeunes accompagnés par la Mission Locale fassent désormais le plein (alors qu'en décembre 2020 la Mission Locale indiquait que l'accueil psychologique était peu sollicité).

La crise réinterroge-t-elle votre fonctionnement ?

La Mission Locale et l'Unité Emploi soulignent que la crise sanitaire a permis d'expérimenter de nouvelles modalités d'accompagnement par numérique et/ou par téléphone qui les inspirent pour la suite :

- L'Unité Emploi a mis en place d'un mix d'entretiens en présentiel et d'entretiens téléphoniques permettant de dégager du temps pour prendre en charge d'autres demandes. Il a été identifié des démarches plus rapides à effectuer efficacement par téléphone.
- La Mission Locale constate que le développement de l'accompagnement en distanciel a aussi du bon car il permet de toucher des jeunes ayant des difficultés de mobilité pour se rendre aux rdv à Ancenis. La Mission Locale du Pays d'Ancenis ne pratiquant pas le distanciel auparavant et la crise sanitaire lui a permis de « s'y mettre ».

Toutefois ces structures constatent les difficultés rencontrées par certains de leurs bénéficiaires dans l'utilisation du numérique, y compris des jeunes suivis par la Mission Locale (qui n'ont pas les outils numériques nécessaires, ont des problèmes de connexion, ou ont des difficultés d'usage pour ouvrir une pièce-jointe, accéder à une réunion en visio etc). Or le numérique est de plus en plus utilisé, notamment suite aux différents confinements, par différents acteurs (administrations diverses, entreprises dans leurs processus de recrutement, centres de formation) : candidatures en ligne, envoi de CV et de documents, entretiens en visio-conférences...La Mission Locale a donc souhaité répondre à un appel à projet national pour pouvoir accorder des aides financières à l'acquisition de matériel (ordinateurs portables, smartphones...). L'Unité Emploi s'interroge quant à elle sur comment faire qu'une partie de son public ne soit pas exclu par ces évolutions ; à son niveau elle fait le choix de mener ses rdv en présentiel plutôt qu'en distanciel.